

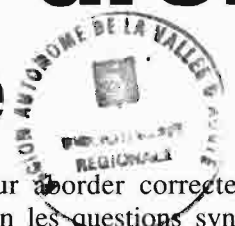
# Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT  
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 4  
AVRIL 1998

14<sup>e</sup> année - Nouvelle série  
Expédition abonnement postal art. 2, alinéa 20/c, loi n° 662/96, agence d'Aoste

## Le SAVT représentatif de plein droit dans la fonction publique



Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale", n. 82 dell'8 aprile 1998 - Serie generale

Sped. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b  
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

**GAZZETTA UFFICIALE**  
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 8 aprile 1998

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI  
DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARDEURA 70 - 00100 ROMA  
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 19 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85001

DECRETO LEGISLATIVO 31 marzo 1998, n. 80.

Nuove disposizioni in materia di organizzazione e di rapporti di lavoro nelle amministrazioni pubbliche, di giurisdizione nelle controversie di lavoro e di giurisdizione amministrativa, emanate in attuazione dell'articolo 11, comma 4, della legge 15 marzo 1997, n. 59.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 76 e 87 della Costituzione;  
Visto l'articolo 11, comma 4, della legge 15 marzo 1997, n. 59;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modifiche ed integrazioni;

Vista la preliminare deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 10 febbraio 1998;

Acquisito il parere della commissione bicamerale consultiva in ordine all'attuazione della riforma amministrativa ai sensi della legge 15 marzo 1997, n. 59;

Udita la Conferenza unificata di cui all'articolo 8 del decreto legislativo 28 agosto 1997, n. 281;

Tenuto conto delle osservazioni delle organizzazioni sindacali, sentite ai sensi dell'articolo 19 della legge 15 marzo 1997, n. 59;

Vista la definitiva deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 24 marzo 1998;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri e del Ministro per la funzione pubblica e gli affari regionali, di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica;

emana il seguente decreto legislativo

Omissis

Art. 44

Omissis

7. In materia di rappresentatività delle organizzazioni sindacali ai sindacati delle minoranze linguistiche della provincia di Bolzano e delle regioni Valle d'Aosta e Friuli Venezia-Giulia, riconosciuti, rispettivamente, con l'articolo 9 del decreto del Presidente della Repubblica n. 58 del 1978 e con l'articolo 5, comma 3, del decreto legislativo n. 430 del 1989, spettano, eventualmente anche con forme di rappresentanza in comune, i medesimi diritti, poteri e prerogative, previsti per le organizzazioni sindacali considerate rappresentative in base al presente decreto. Per le organizzazioni sindacali che organizzano anche lavoratori delle minoranze linguistiche della provincia di Bolzano e della regione Valle d'Aosta, i criteri per la determinazione della rappresentatività di cui agli articoli 7 e 8 del decreto legislativo 4 novembre 1997, n. 396, si riferiscono esclusivamente ai rispettivi ambiti territoriali e ai dipendenti ivi impiegati.

Omissis

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 marzo 1998

SCÀLFARO

PRODI, Presidente del Consiglio dei Ministri

BASSANINI, Ministro per la funzione pubblica e gli affari regionali

CIAMPI, Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica

Visto, il Guardasigilli: FLICK

Le décret législatif n° 80 du 31 mars 1998, portant réorganisation de la fonction publique, a été publié au Journal officiel de la République italienne n° 82 du 8 avril 1998. Ce décret - qui modifie le décret législatif n° 396 du 4 novembre 1997, définissant les critères de représentativité des syndicats dans la fonction publique - touche, entre autres, aux questions relatives aux organisations syndicales des minorités linguistiques de la province de Bolzano et de la Région autonome Vallée d'Aoste, l'ASGB (Autonomer Südtiroler Gewerkschaftsbund) et le SAVT. Concrètement, il attribue à ces syndicats les mêmes droits, pouvoirs et prérogatives dont bénéficient les organisations syndicales considérées comme les plus représentatives à l'échelon italien. Il s'agit là d'une nouveauté substantielle, d'une mesure très importante, qui reconnaît pleinement les organisations syndicales des minorités linguistiques et qui reprend - et renforce définitivement - la norme contenue dans le décret législatif n° 430 du 28 décembre 1989, acte fondamental quant à la reconnaissance du SAVT par l'État italien.

Ce décret est d'autant plus significatif que nous vivons à une époque où l'on a plutôt tendance à réduire le nombre de syndicats considérés comme représentatifs. Nous exprimons donc ici notre joie et notre satisfaction pour ce résultat, nous en remercions les parlementaires, en particulier le député Luciano Caveri, qui suit depuis toujours cette problématique et qui a contribué de manière déterminante à ce succès. Nous nous devons également de rappeler que, dans cette circonstance, le ministre Bassanini et le Gouvernement italien se sont montrés sensibles aux problèmes des minorités linguistiques et conséquents avec leurs déclarations de principes : la prochaine étape étant la définition des règles de représentativité dans le secteur privé, nous espérons vivement que ces mêmes principes seront suivis. Cette nouvelle situation, nous permettant de signer les conventions collectives de la fonction publique, nous offre à la fois des opportunités que nous ne connaissions pas jusqu'ici et des responsabilités tout à fait inédites. Il est donc nécessaire que le SAVT réfléchisse à fond et s'organise en conséquence,

pour aborder correctement aussi bien les questions syndicales que les problèmes de notre communauté. Nous voulons continuer à travailler pour défendre les travailleurs, pour être les protagonistes de la vie de notre Pays d'Aoste. Nous croyons enfin - le dernier n'étant certainement pas le moindre - qu'il est juste et indispensable, en ce moment aussi important pour le SAVT et pour la Vallée d'Aoste, d'avoir une pensée reconnaissante pour les fondateurs du SAVT, de rappeler les hommes et les femmes qui ont travaillé avec passion et acharnement au cours de ces 46 ans pour que le SAVT existe, pour qu'il se développe, pour qu'il grandisse. Pour que la communauté valdôtaine tout entière progresse et s'épanouisse. Ils sont notre passé, notre histoire, notre vie, ils sont là pour nous montrer comment devra être l'Europe que nous construisons, pour nous rappeler qu'elle ne devra jamais anéantir les minorités et les différences mais qu'elle devra les reconnaître et les valoriser ; sinon, elle ne sera pas.

FIRMINO CURTAZ

### Ils y croyaient : nous leur disons merci !



Juillet 1947: le premier noyau du SAVT, fondé le 1<sup>er</sup> mai 1952. Ernest Breuvé, Amos Dagnès, Pierre Fosson, Maurice Gal, Hector Jans, Céleste Perruchon Chanoux, Silvio Piccot, Jean-Charles Ravet, Cyprien Roveyaz, Albert Vuillermoz et encore Barrel, Brunod, Chentre, Montegrandi, Thérivel... nous y reviendrons dans un des prochains numéros du journal.



# Regarder vers le passé et préparer l'avenir

POUR MIEUX SOULIGNER L'IMPORTANCE DE CE MOMENT DANS LA VIE DU SAVT, NOUS AVONS DEMANDÉ À NOS ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX (SYLVAIN BOIS, FRANÇOIS STÉVENIN ET EZIO DONZEL) DE BIEN VOULOIR PARTAGER AVEC NOUS LEURS SOUVENIRS, LEURS OPINIONS, LEURS SOUHAITS.

## QUESTIONS:

- 1) Vous êtes été secrétaire général du SAVT : pouvez-vous nous rappeler à quelle époque et quelle était la situation du SAVT à ce moment-là, en Vallée d'Aoste et en Italie ?
- 2) Que pensez-vous de la reconnaissance du SAVT par



Sylvain Bois

1) En janvier 1952, dans une réunion du groupe «Travailleurs valdôtains de la Cogne», fut décidé de créer un syndicat valdôtain et mon nom fut suggéré pour en être le premier secrétaire. En mars de la même année, le président du groupe me contacta en me proposant la charge de secrétaire du syndicat qui allait être fondé, responsabilité que j'ai acceptée.

Il fallait tout faire : fixer les textes des statuts du nouvel organe social ; prendre contact avec les travailleurs des divers secteurs industriels pour les préparer à une adhésion ; organiser la manifestation de création du Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs - SAVT.

Cette manifestation eut lieu le 1<sup>er</sup> mai 1952 au théâtre Giacosa d'Aoste où les nombreux travailleurs intervenus furent informés à travers l'exposé de l'assesseur Albert Deffeyes et mon propre rapport du programme et des buts du nouveau syndicat, qui désirait s'insérer et intervenir dans le débat des questions sociales qui surgissaient en Vallée d'Aoste.

À cette époque, une partie des travailleurs étaient inscrits au syndicat CGIL, fortement influencé par le Parti Communiste ; le reste était inscrit à la CISL, qui venait de se détacher de la CGIL et était orientée vers la Démocratie Chrétienne ; la UIL, chez nous, n'existait pas encore. Ces syndicats italiens étaient profondément politisés et, souvent, transformaient en lutte syndicale leurs querelles politiques.

Cela n'était pas faire les intérêts des travailleurs valdôtains et le SAVT démontra tout de suite de ne vouloir se prêter aux manœuvres qui visaient à

maintenir une situation conflictuelle constante et de concevoir le syndicat uniquement comme force au service des droits moraux et économiques des travailleurs.

Il devint donc élément d'équilibre et d'équité dans la lutte sociale en Vallée d'Aoste, repoussant les actions qui visaient, et cela se présenta à diverses reprises, à la bagarre pour la bagarre.

Le SAVT a lentement créé des sections d'adhérents dans les industries extractives : Cogne, Morgex, La Thuile, Pompiod ; dans celles métallurgiques : Établissements Cogne d'Aoste, Guinzio-Rossi de Verrès, Ilssa-Viola de Pont-Saint-Martin ; dans le secteur chimique : La Soie de Châtillon ; dans celui du tissage : Brambilla Filature de Verrès ; dans celui hydroélectrique : Centrale de Chavonne, Saint-Pierre.

Pour contacter tous ces travailleurs, pour exposer les problèmes sociaux qui se présentaient chaque jour et être le porte-parole de ses adhérents, les SAVT créa son journal, «Le Réveil Social», qui continue encore aujourd'hui la fonction qui avait motivé sa création.

Les travailleurs du SAVT avaient aussi besoin d'un appui pour défendre leurs droits dans le domaine des assurances sociales et vu que les bureaux régionaux INAM, INAIL et INPS refusaient d'accepter les démarches et les requêtes faites dans ce sens par notre syndicat, une délégation du SAVT se rendit à Turin et obtint de la UIL de représenter l'institut ITAL en Vallée d'Aoste, ce qui permit de traiter les problèmes de nos adhérents directement avec ces établissements d'assurances sociales.

Le SAVT a pu compter, dès sa constitution, sur la collaboration active d'un grand nombre de travailleurs valdôtains, ce qui lui a permis de traiter les problèmes de nos adhérents directement avec ces établissements d'assurances sociales.

Aucun syndicat italien ne s'était jamais préoccupé de notre paysannat ; le SAVT

l'État italien en vertu des modifications du décret législatif n° 80 du 31 mars 1998 ?

- 3) Comment voyez-vous l'avenir du SAVT dans le contexte de l'État italien d'un côté et de l'Union européenne de l'autre ?

prit à cœur de faire connaître à cette catégorie les avantages prévus par les assurances sociales et par les dispositions de nos lois régionales, et de lui en faire bénéficier.

En 1958, quand le SAVT s'était bien inséré dans le secteur industriel et agricole valdôtain, mon état de santé me conseilla de quitter le poste de secrétaire du syndicat dans



François Stévenin

1) J'ai commencé mon expérience au SAVT fin 1966 - début 1967 et j'ai fait partie de son secrétariat de fin 1968 jusqu'en 1983.

Au début, je dois le dire en toute honnêteté, j'ai trouvé cela dur et difficile.

Déchirures politiques et luttes internes avaient porté le SAVT à une crise profonde et le risque d'une marginalisation était réel.

De plus, la naissance de la UIL et le déplacement du "Patronato ITAL" de Place Manzetti à rue Challant nous sembla le coup de matraque final (moins de 300 adhérents).

Heureusement, la situation s'est redressée. Avec l'aide d'un groupe de jeunes et l'expérience de quelques membres fondateurs, M. Vuillermoz, M. Fosson et d'autres encore, le SAVT a été relancé.

Les résultats n'ont pas tardé, d'autant plus qu'une vérification immédiate fut possible grâce aux élections des "Commissions internes", qui se tenaient tous les ans.

De plus, il faut reconnaître que, compte tenu de son sérieux et de sa présence sur le territoire, le SAVT a pu participer à tous les pourparlers qui concernaient le monde du travail valdôtain.

2) Je considère que cette re-

lequel j'avais œuvré depuis sa constitution.

*M. Bois à souhaité ne pas répondre aux autres questions, trop d'actualité pour un homme qui préfère aujourd'hui se consacrer aux recherches historiques et topographiques, aux promenades en montagne et à sa nombreuse famille.*

connaissance du SAVT par l'État italien est très positive et qu'elle complète la reconnaissance de 1989.

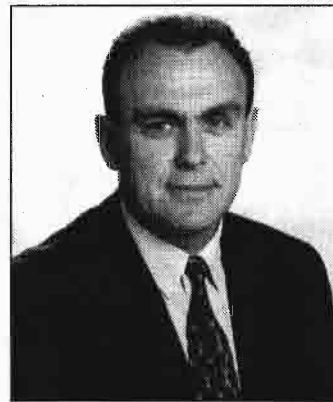
Il faut préciser, tout de même, que la première reconnaissance, la plus importante, est venue et vient directement du monde du travail. Elle vient des travailleurs des différents secteurs de la communauté valdôtaine, et jusqu'à ce que le SAVT se rappellera des raisons qui ont porté à sa fondation et remplira son rôle de guide, tout en demeurant au service du monde du travail, la confiance des travailleurs valdôtains ne lui manquera jamais. D'autant plus que fédéralisme et solidarité sont à la base de son action.

3) Le SAVT a toujours su garder le contact avec les différentes organisations du monde du travail, au niveau régional, au niveau italien et au niveau international.

Le SAVT doit, d'une part, continuer le dialogue et agir en accord avec les autres syndicats confédéraux et de l'autre, conserver ses liens avec les syndicats des communautés minoritaires; enfin, et c'est tout aussi important, il doit relancer ses contacts au niveau de l'Europe avec les organisations syndicales des 40 millions d'Européens qui représentent les minorités sans État.

La liaison avec l'Europe s'avère fondamentale, car sont toujours plus nombreuses les décisions prises à ce niveau et concernant désormais tous les travailleurs de l'Union Européenne.

Il ne faut pas oublier que dans une société civile et démocratique, toutes les décisions doivent être le résultat de l'accord entre le monde politique, de l'entreprise et des travailleurs.



Ezio Donzel

1) Ho ricoperto la carica di Segretario generale del SAVT dal 27.4.83 al 26.4.98, periodo nel quale l'attività sindacale era molto politicizzata e la rappresentanza dei lavoratori rispondeva a dei progetti ideali ben definiti.

Progetti che subivano pressioni e influenze dal modello mondiale dei blocchi contrapposti: con il blocco social-comunista da una parte e quello liberal-capitalista dall'altra. In Italia, i due sistemi erano rappresentati dall'area socialista, comunista, da una parte, contrapposte all'area laica e cattolica. In Valle d'Aosta, si viveva una situazione particolare in quanto, in aggiunta alle aree di influenza sopra menzionate, esisteva l'area autonomista-federalista.

Il pensiero federalista era nato dalle lotte di liberazione contro il nazional-fascismo, a tutela della particolarità etnico-linguistica regionale, sul piano sindacale i suoi aderenti avevano militato nel primo dopoguerra nella CGIL unitaria, il 1° maggio del 1952 si costituivano nel Sindacato Autonome Valdôtain Travailleurs (SAVT). Di conseguenza l'identificazione politica ad una organizzazione era molto forte e l'adesione al sindacato non traeva solo origine dall'appartenenza ad una categoria di lavoratori ma era invece fortemente centrata sul riferimento confederale.

Il SAVT non era estraneo a questi schemi organizzativi ma, non potendo riferirsi a nessuno dei due blocchi e non potendo e volendo con gli stessi identificarsi, poneva idealmente come riferimento istituzionale, organizzativo ed economico il momento federalista. Prendeva ad esempio il sistema cantonale svizzero e quello dei land tedeschi e come riferimenti internazionali aveva l'organizzazione delle Nazioni Unite e la CEE operava per l'autodeterminazione dei popoli e la costruzione di un'Europa non degli Stati ma delle comunità che la compongono.

2) Con la caduta del muro di Berlino, è caduto il modello dei

blocchi contrapposti. E' caduta la teoria del nemico, del "tutto ciò che non pensa e non agisce come te è tuo avversario". Di conseguenza anche i modelli rappresentativi sono cambiati. Nessuno ha più l'unicità e l'esclusiva della rappresentanza. Le specificità che in precedenza venivano limitate e non considerate fanno oggi parte integrante della nostra realtà quotidiana. E' questo il periodo che vede la nascita del sindacalismo autonomo, che si sviluppa in reazione al modello globalizzante, esasperando in taluni casi la rappresentanza della specificità categoriale.

Il decreto legislativo 430/89 aveva già affrontato il tema del riconoscimento del SAVT e l'attuale D.Lgs non fa altro che confermare e sigillare una rappresentatività, quella del SAVT, nata e costruita con il lavoro, la partecipazione e non dimentichiamo la cosa più importante, l'adesione dei lavoratori, che è poi l'unica forma autentica di rappresentatività. Sicuramente non siamo ancora nel mondo sindacale a forme perfette di rappresentatività, tanto occorre ancora fare: ad esempio definire quali siano le fasce di rappresentanza di base dei lavoratori; i ruoli, le competenze e i rapporti delle strutture intermedie che devono correlazionare con le organizzazioni sindacali; l'esatta determinazione di cosa significhi "maggior rappresentatività", a chi, come e dove si applicano gli accordi sottoscritti ecc ecc.

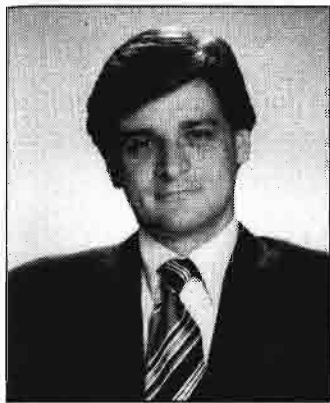
In questo quadro ancora di transizione non poteva venir meno l'apporto e il contributo di una organizzazione sindacale che oltre ad essersi guadagnata sul campo i gradi di rappresentatività, coniuga anche la rappresentanza di una comunità minoritaria legata ad una specifica identità etnico-linguistica.

3) Con questo riconoscimento il SAVT ripropone un modello per cui ha sempre lavorato: l'autonomia politico sindacale per esaltare la propria diversità. Diversità non solamente legata alle problematiche del mondo del lavoro ma anche all'applicazione di modelli organizzativi diversi, perché oggi più di ieri si è compreso che l'elasticità, l'autogestione nell'organizzazione dei propri sistemi politico-sociali possono portare alla comunità grandi vantaggi socio-economici. Questo significa che il SAVT deve continuare ad essere se stesso, con la sua specificità, mantenuta intatta fino ad oggi. La sua diversità saprà portare un contributo decisivo alla costruzione del sindacalismo etnico in vista del terzo millennio.



## Un parcours difficile, un acte important

LUCIANO CAVERI, DÉPUTÉ DE LA VALLÉE D'AOSTE, A SUIVI DE PRES LA PROCÉDURE RELATIVE À CE DÉCRET LÉGISLATIF ET NOUS FAIT PART ICI DE SES IMPRESSIONS SUR LA PORTÉE DE CETTE RECONNAISSANCE.



Luciano Caveri

Le SAVT peut maintenant, grâce aux modifications apportées par le décret législatif n° 80 du 31 mars 1998, participer de plein droit aux négociations afférentes aux conventions collectives nationales de la fonction publique : quel est le parcours que vous avez dû accomplir pour atteindre cet objectif ? Ça n'a pas été facile. En effet, ce même amendement avait déjà été accueilli à la Bicamerale lors de la réorganisation de l'ARAN (n.d.l.r. Agenzia per la Rappresentanza Negoziante delle pubbliche amministrazioni). Ensuite, dans la phase d'acceptation de la part du Gouvernement, le texte proposé a été dénaturé à cause des pressions de ceux qui, par intérêts de partie, ne tenaient pas à voir reconnaître le SAVT et l'ASGB. Nous avons reproposé l'amendement dans le dernier texte en discussion et j'ai alors expliqué au ministre Bassanini que le Gouvernement ne pouvait plus manquer aux engagements qu'il avait pris. Je tiens à signaler le comportement correct du ministre, qui m'a aussi parlé des nombreuses pressions subies pour ne pas insérer cette norme en me précisant qui étaient ceux qui s'opposaient à la reconnaissance des syndicats ethniques, mais je préfère ne pas les mentionner. Maintenant, il s'agit d'obtenir le même résultat dans le secteur privé.

Quel est le jugement que vous portez sur cette nouvelle situation ? Je suis très heureux de pouvoir dire que la reconnaissance juridique

que le SAVT vient de recevoir est le fruit de mon action parlementaire, ainsi que de la bonne entente qui règne entre nous et avec nos collègues sudtyroliens. À ce propos, le choix fait en 1989, à savoir le travail en vue de l'obtention d'une disposition d'application spécifique reconnaissant notre syndicat, ainsi qu'il était arrivé à l'ASGB, s'est révélé essentiel. Je me souviens très bien de la discussion qu'avait soulevée au sein de la Commission bicamérale pour les affaires régionales l'adoption de mon amendement, qui jetait les bases de la reconnaissance actuelle. Il importe également de signaler que la reconnaissance du SAVT dans le secteur de la fonction publique est encore plus significative si nous pensons que dans cette période les critères de représentativité deviennent de plus en plus rigides et que, par conséquent, les syndicats admis aux négociations nationales sont de moins en moins nombreux.

Comment voyez-vous l'avenir du SAVT dans le contexte de l'État italien d'un côté et de l'Union européenne de l'autre ?

Personnellement, je suis convaincu que si le SAVT saura se structurer convenablement, il pourra surmonter toutes les difficultés que les autres syndicats sont en train de vivre et son rôle sera toujours plus important. Il faut maintenir la collaboration avec l'ASGB et cultiver les rapports avec les syndicats des peuples du reste de l'Europe, étant donné que la crise de l'État-nation aura sûrement des répercussions sur les structures centralisées qui, dans des pays comme l'Italie, sont encore une réalité. Permettez-moi une toute dernière considération : pendant ces dernières semaines, à cause probablement d'une suite de malentendus, il y a eu une désagréable prise de bec avec le SAVT-École ; j'espère que mon comportement cohérent à l'égard du syndicat valdôtain permettra de rétablir totalement le climat de sérénité nécessaire pour travailler ensemble.

## Cosa ne pensano gli altri ?

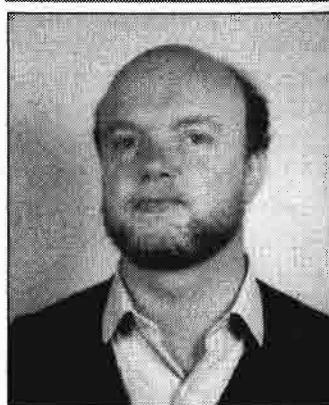
ABBIAMO CHIESTO AI SEGRETARI CGIL, CISL, UIL DI ANALIZZARE PER NOI IL CONTENUTO DEL NUOVO DECRETO, DI VALUTARNE LA PORTATA E DI ESPRIMERE UN GIUDIZIO DI CARATTERE GENERALE SUL FUTURO DEL SINDACATO.

DOMANDE:

1) Il decreto legislativo 31 marzo 1989, n. 80, riconosce la rappresentatività del SAVT ai fini della contrattazione collettiva nazionale nel settore del pubblico impiego: qual è la valutazione del suo sindacato?

2) Il SAVT si troverà a vivere una situazione nuova: cambieranno i rapporti con il suo sindacato?

3) A suo parere, questo provvedimento aiuterà il processo di unità sindacale?



Enrico Monti - CGIL

1) Il decreto legislativo in questione, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale (suppl. al n. 82 dell'8 aprile 1989), contiene l'emendamento agli articoli 7 e 8 del D.Lgs. n. 396 del 04.11.1997 a favore dei sindacati a caratterizzazione etnica presenti nelle Regioni Valle d'Aosta, Friuli Venezia Giulia e nella Provincia di Bolzano. Il decreto n. 396/97 è di rilevante importanza in quanto risolve delle incongruenze tuttora presenti nella dialettica sindacale del pubblico impiego.

Esso prevede, infatti, la piena applicazione anche per il settore pubblico della legge 300/70 in materia di libertà e attività sindacali, l'introduzione definitiva della contrattazione integrativa di secondo livello in coerenza con l'accordo del luglio 1993 e, finalmente, definisce i criteri di rappresentatività necessari per essere ammessi ai tavoli di trattativa e per il conseguente esercizio dei diritti sindacali.

La rappresentatività richiesta in un comparto nazionale del settore pubblico è pari al 5% calcolato in base alla media di due

- la percentuale di iscritti rispetto al totale degli iscritti al sindacato;
- la percentuale di voti ottenuti rispetto al totale dei voti espressi nell'elezione delle rappresen-

tanze unitarie del personale di un determinato comparto pubblico.

Il decreto in argomento avendo definito criteri precisi per determinare rappresentanza e rappresentatività nel pubblico impiego assume un valore sia specifico sia generale.

Specifico in quanto non solo introduce regole in un settore abituato, da anni, ad una pluralità di sigle sindacali che, mal adattandosi a codici di autoregolamentazione, frammentano la rappresentanza degli interessi, ma anche consente di porre fine a peculiari privilegi a favore di ristretti gruppi di lavoratori. Generale perché il modello relazionale, posto in essere dal D.Lgs. 396/97 per i comparti del pubblico impiego, offre nuove e concrete prospettive per una ridefinizione in via legislativa delle regole generali sulla rappresentanza - rappresentatività valide per tutto il modo del lavoro, risolvendo i nodi politici tuttora aperti rispetto sia all'applicazione dell'art. 39 della Costituzione, sia alla parziale abrogazione, a seguito del referendum 1995, dell'art. 19 dello Statuto dei lavoratori.

Questa lunga digressione, di cui mi scuso, è opportuna per cogliere una valutazione di fondo sulla natura dell'emendamento inserito nel decreto che revisiona ed aggiorna la legge 29/93.

L'emendamento suddetto consente di circoscrivere i criteri di rappresentanza e rappresentatività, per i sindacati a caratterizzazione etnica, al solo ambito regionale e non nazionale, salvaguardando così il loro riconoscimento nonostante il ridotto ambito geografico in cui sono presenti ed operano ed evitando, inoltre, giustamente di assimilarli e confonderli con i tanti «sindacati» autonomi esistenti nel pubblico impiego.

L'emendamento al decreto in questione riconosce la natura confederale del SAVT, in altre parole il suo porsi, pur operando entro confini ristretti, in un'ottica sindacale generale.

2) Secondo quanto sopra detto, ritengo che la scelta del SAVT di ampliare la propria rappresentanza - qualora ne acquisisca i necessari requisiti oggettivi - nei comparti ove non è presente può avere conseguenze non definibili aprioristicamente

in termini positivi o negativi. Positivi perché la presenza del SAVT potrebbe ampliare la dialettica sindacale; viceversa negativi in quanto potrebbe essere causa di un'accentuata e non opportuna concorrenzialità tra sigle con conseguenze deleterie per l'intera compagine sindacale confederale, oltretutto in una fase delicata e complessa di transizione della vita del sindacato nel nostro Paese.

A questo proposito è fuor di dubbio che il sindacato non possa considerarsi avulso dal processo di riforma istituzionale che sta compendosi nel paese, dopo la scomparsa del quadro politico e dei partiti fondatori della Prima Repubblica. Il movimento sindacale deve affrontare con coraggio e coerenza la definizione di una sua nuova identità che non si basi più sui soggetti tradizionalmente forti, ma anche sulle nuove figure ormai sempre più diffuse nel mercato del lavoro.

Inoltre, il sindacato confederale nel suo complesso deve aggiornare in modo sostanziale le proprie regole democratiche e la propria struttura organizzativa, in caso contrario è fortissimo il rischio di una grave obsolescenza politica.

Non ritengo il SAVT insensibile a queste problematiche; anzi il positivo lavoro che quotidianamente svolgiamo è segno innegabile di una comune ricerca politica.

Sarebbe inimmaginabile, in questa precisa fase, una sterile contrapposizione tra i sindacati sulla base della matrice storica originaria.

La difesa dei lavoratori, delle loro condizioni di vita e lavoro non può che partire dal loro «humus» primario, nel nostro



Giancarlo Barucco - CISL

1) La CISL - da sempre attenta a garantire spazi di rappresentanza che tutelano minoranze e particolarità pre-

caso il territorio regionale. Parimenti, il sindacato deve essere sempre più protagonista delle dinamiche socio-economiche e formative della regione in cui opera, pena una sempre maggiore opacità nel proprio ruolo.

Ed è su questo terreno che la CGIL valdostana si sta attrezzando, cercando di adeguare il suo essere complessivo (dallo statuto che ne fissa l'identità, alla propria organizzazione sul territorio, ai nuovi impegni confederali che intende assumere) alla realtà regionale in cui è inserita.

La regionalizzazione della CGIL è, d'altronde, un tema di grande attualità nella CGIL di Cofferati.

3) La nuova dimensione della rappresentanza in cui il SAVT può collocarsi, grazie al provvedimento in questione, comporta indubbiamente l'acquisizione di maggiori responsabilità, venendo di fatto accentuate le sue caratteristiche di sindacato confederale.

Questo dato può incentivare, da un punto di vista oggettivo, il processo unitario purché ad esso si dia comunque uno sbocco, un traguardo da raggiungere senza attendere in modo passivo messianici ordini dall'alto. Il rischio che ogni organizzazione sindacale si rinchioda in una sorta di cieca autodifesa, nella propria «cittadella», è ancora troppo forte e presente. Può essere superato solo grazie ad un sincero sforzo politico per capire, tutti insieme, quale nuovo soggetto sindacale è necessario costruire per il III° millennio non solo in Italia ma anche, e perché non soprattutto, nella nostra regione.

senti in una società complessa, attraverso processi aggregativi che avvengono entro una logica confederale - non può che vedere favorevolmente questo provvedimento legislativo. Infatti, la garanzia di partecipazione e visibilità che ne deriva per i lavoratori, che rappresentano una loro specificità «di minoranza linguistica» nei territori individuati, è coerente alle scelte che la nostra organizzazione ha proposto nelle tesi elaborate nel recente congresso.

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains.

Les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
- la parité entre les droits des hommes et des femmes;
- la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.

## Le Réveil Social

MENSUEL • Organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, Place Manzetti  
Tél. 0165-23 83 84 / 23 83 94 / 23 53 83  
Aut. Tribunal d'Aoste n° 15  
du 9/12/1982

Imprimerie

«ARTI GRAFICHE DUC»  
73, Avenue du Bataillon d'Aoste  
11100 Aoste  
tél. 0165/23 68 88 fax 23 67 13

Directeur responsable

David Mortara

Comité de rédaction

Guido Corniolo

Dina Quendoz

Felice Roux



# Cosa ne pensano gli altri ?

SEGUE DA PAGINA 3

Appuntamento in cui si auspica, tra l'altro, un'accelerazione del processo di riforma dello Stato, intendendo il federalismo come «un fine ed un mezzo di riforma dello Stato nel segno forte del riequilibrio, della redistribuzione dei poteri, dell'autogoverno, dell'uso più responsabile della spesa pubblica e del protagonismo immediato del cittadino». Non solo lo Stato si deve riformare e decentrare, anche i livelli di contrattazione si modificano, sempre peso minore assume la contrattazione nazionale e sempre maggior ruolo assume quella territoriale e sui luoghi di lavoro. E' necessario quindi rafforzare e potenziare questo livello, con un sindacato in grado di affrontare il nuovo che avanza, capace di concertare sul territorio: un migliore sviluppo economico; maggiore occupazione; una migliore finalizzazione degli investimenti, migliorare i tempi di vita e di lavoro, migliorare gli interventi socio-assistenziali, potenziare i servizi, ecc., per migliorare

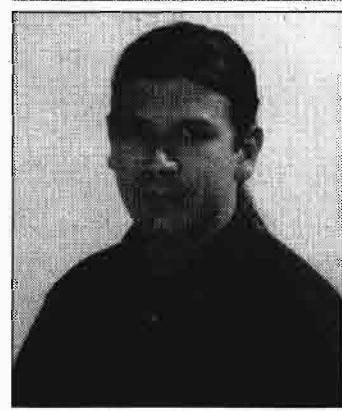
la qualità della vita dei lavoratori, cercando di rappresentare, garantire, valorizzare sia i singoli che i soggetti collettivi, allargando la sua rappresentanza e attento a tutte le specificità presenti sul territorio. Il SAVT è una realtà che svolge da sempre - insieme a CGIL, CISL e UIL - un ruolo confederale sul territorio; riconosciuto da essere presente, senza alcun provvedimento legislativo, al tavolo di contrattazione collettiva, sebbene non firmatario di contratti a livello nazionale, in settori sia pubblici che privati. Lo stesso patto di unità d'intenti e l'accordo confederale sulle RSU lo vede firmatario alla pari delle altre tradizionali organizzazioni confederali. Peraltro, il decreto apre un nuovo aspetto del problema, quello della rappresentanza con forme comuni delle organizzazioni, che deve essere attentamente valutato per non essere limitativo nei confronti dei sindacati oggi presenti in Valle d'Aosta e che ne rappresentano i lavoratori.

2) Non ritengo che un decreto possa far cambiare i rapporti

tra la CISL e il SAVT. Molto lungo è stato il cammino in comune, troppe le lotte sostenute insieme per tutelare il mondo del lavoro valdostano, tante le iniziative che insieme svolgiamo. No, sono convinto che questo provvedimento, anche per le motivazioni sostenute prima, non modifichi i rapporti che oggi legano le nostre organizzazioni sindacali. Senza dimenticare il legame che si è creato attraverso le esperienze fatte in questi anni nei servizi (attraverso l'INAS e il CAAF), che ha creato sinergie comuni e, credo, con soddisfazione di entrambi. D'altra parte, non capisco come un'iniziativa che dovrebbe rafforzare il ruolo del SAVT possa creare delle difficoltà, quando traduce ciò che il sindacato confederale valdostano, in questa lunga esperienza di rapporti unitari, ha sempre rivendicato in termini di rappresentanza, per la stessa organizzazione.

3) Mi convinco sempre più che ormai un sindacato statico e aggregato secondo schemi di appartenenza ideologica, pure

legittimi, significativi e in passato forse fecondi, rischia di servire soltanto a quelli che vi militano e lo dirigono. Esso ha poco o nulla da dire a quanti non vivono la realtà della grande azienda o dei comparti pubblici, a quanti si accostano oggi al lavoro scoprendone la discontinuità e la fragilità, a quanti del lavoro sono privati e non hanno strumenti per non essere tagliati fuori del tutto. A questi è utile un sindacato capace di decidere e intervenire scontrandosi con il presente, che si fondi su un chiaro modello associativo: che ne salvaguardi il carattere di organizzazione libera e autonoma, pluralista e confederale. Ritengo pertanto che questo decreto sarà ininfluenza sul processo di unità sindacale. Altre sono le iniziative opportune e dipenderanno esclusivamente dalle organizzazioni sindacali; sono necessari atti di responsabilità e di coraggio, gli stessi che il movimento sindacale ha mostrato di saper fare in momenti cruciali della sua storia, ogniqualvolta ha rifiutato il posto subalterno che altri volevano assegnargli.



Maurilio Rosset - UIL

1) La notizia della riconosciuta rappresentatività del SAVT è stata accolta favorevolmente dalla UIL. Tale riconoscimento si addice sia alle tradizioni autonomiste della nostra Regione, sia ad una impostazione federale della quale auspichiamo una realizzazione in tutto il paese. La valenza nazionale che viene riconosciuta alle OO.SS. locali si contrappone ad una visione di un apparato statale e centralista; ovviamente, pur nella peculiarità delle singole regioni non vanno dispersi i valori universali di solidarietà, di giustizia e di diritto al lavoro che sono il collante di una nazione.

2) Se succederà i cambiamenti saranno sicuramente in positivo. Credo che questo ulteriore riconoscimento dia la possibilità di ritrovare maggiori punti in comune su questioni che prima venivano delegate ad altri.

In questo modo si stabilisce un rapporto reale di pari dignità ed impegno.

3) L'unità sindacale è un processo molto complesso, le tradizioni, la storia e le culture di ogni singola Organizzazione non vanno disconosciute, ma, al contrario, debbono essere valorizzate in un'ottica di prospettiva aderente all'evoluzione della società. Se esistono questi presupposti ed il sindacato nel suo complesso riuscirà a colmare il distacco latente tra apparato e movimento dei lavoratori potrà dire di aver compiuto un primo passo verso la realizzazione dell'unità sindacale. Scelte contrarie a questa accentuerebbero il desiderio di individualismo e di corporazione.

**CGIL - CISL - SAVT - UIL**  
unitamente al comitato promotore  
«1° MAGGIO A VERRÈS»  
organizzano

## LA FESTA DEL LAVORO

a cui sono invitati tutti coloro che credono  
**NEL LAVORO E NELLA LIBERTÀ !**  
**VERRÈS - VENERDÌ 1° MAGGIO**

PROGRAMMA:

- 10.30 ritrovo c/o piazzale vecchio ospedale
- 11 corteo per le vie del paese
- 11.15 intervento rappresentanti sindacali
- 11.45 aperitivo piazza Émile Chanoux
- 12.30 pranzo presso ristorante studenti Verrès

**POMERIGGIO IN ALLEGRIA CON GIANFRANCO**  
**ADESIONI E PRENOTAZIONI PRESSO LE SEDI SINDACALI**

**Le SAVT-Retraités**  
organise  
une promenade à Milan  
**le samedi 30 mai 1998**

Réservations et programme: au plus tard le 21 mai aux sièges du SAVT d'Aoste, de Verrès et de Pont-Saint-Martin ainsi qu'en téléphonant à M. Rinaldo Zublena (0125-92.94.27)

**1° MAGGIO IN MUSICA**  
1er MAI EN MUSIQUE 1998

CGIL, CISL, SAVT, UIL  
CONCERTO IN PIAZZA  
H.A.R. e M.  
COPAPA & PIG BAND  
STRANI N' BOX  
S.A.D.  
FRATELLI DI MAYSA  
S. IRONIA  
DIES IBAI  
POWER FUNK  
SOLUZIONE

GIOVEDÌ 30 APRILE '98  
ORE 18.30 - 22  
PIAZZA CHANOUX  
AOSTA

A 50 ANNI DALLA  
DICHIARAZIONE DEI DIRITTI  
DELL'UOMO  
CGIL, CISL, SAVT, UIL  
CONFERMANO IL LORO  
IMPEGNO QUOTIDIANO

CONTRO LA NEGAZIONE DEI  
DIRITTI

CONTRO IL LAVORO MINORILE  
PER LA DIFESA DEI DIRITTI DEI  
SOGGETTI PIU' DEBOLI

PER LA CRESCITA DI SOCIETA'  
GIUSTE E SOLIDALI

IN COLLABORAZIONE  
CON LA REGIONE AUTONOMA  
VALLE D'AOSTA  
PRESIDENZA DEL CONSIGLIO  
IL COMITATO D'AOSTA  
PRESIDENZA DEL CONSIGLIO  
E LA RAI - SEDE REGIONALE  
PER LA VALLE D'AOSTA

01 0 5 00 0 0 0 '98